

# Une négociation avec l'extrême droite inquiète l'Europe

AUTRICHE Sebastian Kurz doit encore négocier pour former une coalition après les élections législatives

**A** droite toute, et après ? Au lendemain des élections législatives autrichiennes remportées par les conservateurs de l'ÖVP, les langues restaient liées. Le jeune Sebastian Kurz, qui a amassé 31,7 % des suffrages, va être chargé par le chef de l'État, Alexander Van der Bellen, de former un nouveau gouvernement dont il prendra la tête. Un coup de génie pour celui qui a su incarner l'alternance en représentant pourtant l'un des deux partis au pouvoir depuis des décennies.

L'option la plus probable – le bon résultat de l'ÖVP ne lui permettant pas de gouverner seul – reste une coalition avec le FPÖ, parti d'extrême droite mené par Heinz-Christian Strache. Donnée à 26 %, la formation politique a frisé son record historique ce dimanche.

Pour l'Autriche, une alliance avec le FPÖ ne serait ni une première (une coa-

lition ÖVP-FPÖ avait déjà mis le feu aux poudres européennes en 1999), ni une avanée. « *L'hypothèse que le parti de Strache entre au gouvernement et qu'il obtienne des portefeuilles régaliens n'est pas vue comme une demande hallucinante*, détaille Jean-Yves Camus, spécia-

liste des droites extrêmes en Europe. *En Autriche, le FPÖ n'est pas considéré comme un parti d'extrême droite. Il re-*

*présente un des trois corps principaux de la vie politique. Il a déjà collaboré avec les conservateurs et avec les sociaux-démocrates* ». En effet, le parti co-dirige actuellement deux des neuf exécutifs régionaux, en Haute-Autriche avec l'ÖVP et au Burgenland avec le SPÖ.

Un partenaire de coalition tout à fait fréquentable, donc. Certes plus à droite que l'ÖVP, mais pas frappé de la même charge d'ostracisme que son cousin français le Front national.

Les sociaux-démocrates (SPÖ) ont acté la probabilité d'une coalition droite-extrême droite à demi-mot. « *Les points communs dans les programmes de l'ÖVP et du FPÖ sont considérables* », a relevé le chancelier sortant, Christian Kern, qui n'exclut par pour autant des pourparlers avec Kurz. Mais les rancoeurs qui se sont accumulées entre le SPÖ et l'ÖVP pendant dix années de coalition et les scandales de campagne qui ont lié les deux camps rendent improbable une reconduction de cette formule.

## L'inquiétude de l'UE

Les responsables européens sont aux aguets, se remémorant avec crainte la coalition de 1999 avec l'extrême droite, entreprise par le conservateur Wolfgang Schüssel. Louis Michel, à l'époque, avait

glissé une phrase qui lui reste collée à la peau 18 ans plus tard, conseillant « *de ne plus aller skier en Autriche* ». Interrogé par *Le Soir*, il souhaite aujourd'hui rester prudent et préfère s'abstenir de commenter les résultats autrichiens en l'état.

Jean-Claude Juncker a de son côté félicité Sebastian Kurz, qui deviendra à 31 ans le plus jeune dirigeant d'Europe

tout en lui conseillant soigneusement de former un « *gouvernement stable et pro-européen* ».

Entre les lignes, comprendre sans le FPÖ. Le parti a annoncé durant la campagne qu'il comptait se rapprocher du groupe de Visegrad, qui comprend des pays ouvertement eurosceptiques comme la Pologne et la Hongrie. Une position qui n'est pas étrangère à celle de Kurz, ministre des Affaires étrangères depuis 2013, qui s'est félicité de ses bonnes relations avec le Premier ministre hongrois, Viktor Orban. Et qui se targue d'avoir été le premier dirigeant européen à remettre en cause la politique d'accueil de la chancelière Angela Merkel, au pic de la crise migratoire, à l'automne 2015. Autant d'obstacles pour la coalition pro-européenne que Juncker appelle de ses vœux. ■

MARINE BUISSON